

## Initiative sur la mobilité

**Le groupe parlementaire du Parti Bourgeois-Démocratique (PBD) a décidé à l'unanimité, au terme d'une séance extraordinaire, de renoncer à lancer sa propre initiative populaire et d'apporter plutôt son soutien à l'initiative pour les glaciers. Pour souligner l'importance de cet objet, la direction du parti le soumettra à l'assemblée des délégués le 27 avril 2019.**

Lors des débats au sujet de la loi sur le CO<sub>2</sub> au Conseil national, le PBD est le seul parti bourgeois à avoir défendu résolument une loi efficace qui avait pour but d'atteindre l'objectif défini par l'Accord de Paris, à savoir limiter le réchauffement climatique à 1,5 degré au maximum. La majorité conservatrice composée de l'UDC, du PLR et d'une partie du PDC ayant retiré toute substance au projet de loi, celui-ci a été rejeté à juste titre lors du vote final. Le Parlement ne pourra donc plus se prononcer sur une loi sur le CO<sub>2</sub> durant la législature en cours.

Avant même que les débats ne commencent, le groupe PBD avait annoncé qu'il ne reprendrait pas le cours normal des affaires si la loi était vidée de sa substance. Véritable parti bourgeois favorable au commerce et à l'agriculture, le PBD n'est pas disposé à repousser aux calendes grecques le dossier primordial de la politique climatique. L'incapacité du Parlement à trouver des compromis acceptables est considéré d'un œil inquiet. Le PBD a donc intensivement débattu de l'opportunité de lancer une initiative sur la mobilité, qui aurait interdit l'admission de tout nouveau véhicule avec moteur à combustion d'ici 2040.

Ayant reconsidéré la situation, le PBD a aussi discuté du contenu et de l'impact de l'initiative pour les glaciers (ou initiative populaire fédérale pour un climat sain) qui a été présentée entre-temps. Des entretiens avec le comité ont alors été menés. Il s'est ainsi avéré que l'initiative pour les glaciers avait le même objectif que celle sur la mobilité envisagée par le PBD. La première adopte même une vision plus globale, car elle vise l'interdiction de toute énergie fossile à l'horizon 2050. Certes, le PBD souhaitait atteindre cet objectif dix ans plus tôt en matière de mobilité, mais il ne visait pas toutes les énergies fossiles.

Le PBD n'ayant encore jamais lancé d'initiative à des seules fins électorales, mais s'efforçant de toujours appliquer une politique privilégiant les solutions, le groupe parlementaire a décidé d'apporter son soutien à l'initiative pour les glaciers et de la soumettre également à l'assemblée des délégués du parti.

Le groupe PBD est intimement convaincu qu'une politique climatique intelligente représente aussi une immense opportunité économique pour la Suisse. Nous sommes encore et toujours les champions du monde de l'innovation, et au regard du réchauffement climatique, il est urgent

de proposer de nouvelles solutions. Ne rien faire ou laisser les autres pays s'en charger est une position intenable qui aurait des conséquences inestimables en termes de coûts et de dégâts irréversibles pour les générations futures. Le PBD ne veut ni ne peut en répondre. Le PBD estime que la politique climatique n'est nullement une idéologie de gauche, mais qu'il s'agit d'une politique progressiste sur le plan économique et agricole.

Renseignements :

Martin Landolt, conseiller national, 079 620 08 51

Werner Luginbühl, conseiller aux États, 079 481 07 69

Hans Grunder, conseiller national, 079 616 11 71

12.02.2019